

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

RÉDACTION et ADMINISTRATION
60, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

Paraissant tous les Samedis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. —

L'exposé de M. Pachitch

A la séance de la Scoupchtina Serbe, à Corfou, le 31 mars après que l'on eut adopté par acclamation la proposition du président d'envoyer des télégrammes aux parlements français et anglais exprimant l'admiration de la Scoupchtina pour l'héroïsme indomptable des armées alliées, le président du conseil M. Nicolas Pachitch a lu au nom du gouvernement l'exposé suivant sur la politique étrangère :

Messieurs les députés,

Depuis la dernière réunion de cette assemblée, un grand nombre d'événements se sont déroulés qui ont considérablement modifié la situation générale militaire et politique. Un des nos plus grands alliés, la Russie s'est retirée des champs de bataille, mais un autre allié aussi puissant que la Russie a accouru à notre secours, pas encore sans doute avec toute la force dont il dispose. Ces deux principaux événements avec d'autres qui sont de moindre importance, ont sensiblement changé la situation qui existait il y a déjà plus d'un an à l'époque où l'Allemagne nous proposait la conclusion d'une paix « honorable » pour les deux groupes belligérants. L'Allemagne déjà à ce moment commençait à apercevoir l'impossibilité de battre ses adversaires par la seule force militaire et devait recourir aux autres moyens dont elle se servait déjà auparavant, bien que dans une mesure plus restreinte. L'Allemagne se décida alors à faire plus énergiquement l'emploi de voies clandestines afin de désorganiser le plus vite possible la force et l'unité de ses adversaires. Elle machina des intrigues se servant de différents méthodes suivant les pays auxquels elle les destinait et où elle croyait qu'elles réussiraient.

Messieurs les députés se souviennent encore du cas de Miassoyedof qui fut embauché par l'ennemi dans le but d'anéantir toute une armée russe. Ils se rappellent aussi la tentative de l'ennemi de soulever l'Irlande ce qui échoua pitoyablement grâce aux mesures promptes et énergiques du gouvernement britannique. Vous avez assurément gardé un vif souvenir de l'exploitation illicite que gouvernements ennemis faisaient en Italie de la note papale en faveur de la paix. Souvenez-vous aussi des nombreux cas de destruction, d'incendies des objets militaires par l'action de leurs agents, et de la propagande ennemie visant le développement de l'idée de la paix prématurée au profit de l'Allemagne et exercée par les pacifistes à outrance et un certain nombre d'impérieux internationalistes suspects, au moyen de conférences dans les pays neutres et des journaux défaitistes. Toutes ces intrigues étaient revêtues de belles phrases et de hauts idéaux humanitaires par lesquelles l'ennemi propageait dans les républiques des idées monarchistes, dans les monarchies des idées républicaines, préconisait dans les pays démocratiques le régime militaire et dans les autocraties les idées démocratiques, républicaines et anarchistes. Elles n'avaient qu'un seul but : provoquer des désordres intérieurs et la discorde entre les Alliés en vue de faire dévier l'attention de ses adversaires du but principal. Dans tous les pays alliés ont ressenti les effets de ces agissements secrets de nos ennemis.

Mais toutes ces intrigues et ces agissements secrets n'ont pu réussir nulle part autant qu'en Russie où il y avait beaucoup d'Allemands et où nos ennemis sont arrivés à concentrer toute l'attention d'un peuple en pleine guerre sur la réorganisation intérieure. De cette façon il fut donnée la possibilité aux ennemis les plus dangereux de la liberté des peuples et de leur droit de disposer librement de leurs destinées, de mener plus facilement la lutte avec les

nations libres et démocratiques dressées contre le germanisme pour défendre les droits des faibles et d'empêcher l'asservissement des autres pays et des autres peuples. Le premier mouvement révolutionnaire en Russie était dirigé contre un gouvernement autocratique et irresponsable. On prétendit du côté révolutionnaire que le gouvernement avait entamé les pourparlers de paix secrets avec l'Allemagne à l'insu du peuple russe et des Alliés. Après ce premier mouvement, un deuxième eut lieu en Russie, demandant la paix démocratique sans annexions ni contributions, sur la base du droit des peuples de disposer librement de leur sort. Ce deuxième gouvernement révolutionnaire provisoire n'ayant pas voulu couper les liens qui rattachent la Russie aux pays démocratiques et alliés, un troisième mouvement survint qui ne tarda pas à couper les liens unissant la Russie aux alliés, à démobiliser les armées russes contrairement à toutes les raisons, même à celles des révolutionnaires, et à entamer avec les ennemis des pourparlers de paix séparée à Brest-Litovsk. Le résultat de ces pourparlers fut la capitulation des maximalistes devant le militarisme allemand, l'annexion déguisée par l'Allemagne des grandes provinces russes et la conclusion de la paix entre les Centraux et l'Ukraine par laquelle celle-ci se sépara de ses frères ainsi affaiblis, pour aider consciemment les ennemis de la race slave ; la reconnaissance de l'indépendance de la Finlande, du Caucase et de la Pologne par les Centraux, de même que la désagrégation et la discorde générale en Russie où sévit actuellement la guerre civile et fratricide.

Nous ne voulons pas nier que la révolution russe compte dans ses rangs des combattants sincères pour les hauts idéaux sociaux, pour les réformes démocratiques et la liberté. Mais à juger par ses effets, il est impossible de nier que la révolution russe subit une influence allemande et qu'elle n'ait pas été utile jusqu'à présent qu'à l'Allemagne qui déclara la guerre à la Russie lorsqu'elle voulut l'empêcher de subjuguier les nations faibles et d'établir sa prédominance dans le monde. Les révolutionnaires russes subirent un échec de la part du militarisme allemand et lui cédèrent les peuples qui espéraient obtenir de la révolution russe le droit de disposer d'eux-mêmes. Il est possible et probable que la situation en Russie puisse s'améliorer. Mais actuellement ce que les Allemands visaient en Russie s'est réalisé. Ils se sont emparés des provinces russes et ont amené la guerre civile dans la patrie russe et ont évité le danger dont les armées russes les menaçaient.

Cette armée ayant été prématurément démobilisée et désorganisée pour des raisons incompréhensibles, l'ennemi put diriger toutes ses forces contre ses autres adversaires. Il obtint aussi par là des provisions considérables en matériel et en vivres. Cette catastrophe qui couvrit le peuple russe de honte, servit de leçon à toutes les autres nations, car on acquit définitivement la conviction que c'était bien l'Allemagne qui a provoqué cette terrible guerre dans le but de conquêtes et d'hégémonie. Mais la grande et libre Amérique n'avait pas attendu ce moment pour se décider de déclarer la guerre à l'Allemagne qui mettait au-dessus des principes du droit et de justice celui de la force brutale. Par des procédés de guerre allemands qui surpassent les horreurs barbares et qui n'épargnent pas mêmes les pays neutres, les Etats-Unis acquirent la conviction que c'est un

devoir de limiter cette force brutale si le monde entier ne devait pas tomber sous le joug du militarisme allemand. Dans ce but, l'Amérique entra en guerre contre l'Allemagne afin de défendre la civilisation et le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes.

L'apparition de l'Amérique du Nord sur le théâtre de la guerre combla le vide produit par la défaillance russe. Nos alliés ayant obtenu la conviction qu'ils ne pouvaient plus compter sur la Russie et qu'il serait même dangereux d'attendre d'elle un appui militaire, ils employèrent toutes leurs forces conformément à la situation nouvelle pour fortifier la solidarité qui les unit et augmenter la force militaire et matérielle dans la mesure de ce qui était perdu par le retrait des Russes du champ de bataille et afin de pouvoir continuer la guerre avec la confiance entière jusqu'à la victoire définitive, et tout cela pour assurer au monde une justice et une paix durable basée sur la liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes. La force de l'armée de nos alliés est plus considérable que celle des ennemis, tant en hommes que en matériel. L'organisation s'améliore et sur toutes les questions l'on est entièrement d'accord. Ces temps derniers, les atrocités de guerre allemands décidèrent le Japon à participer encore plus activement à la lutte que les Alliés mènent pour la victoire de la liberté et du droit.

Le peuple serbe qui fit les plus grands sacrifices et donna les plus grandes preuves de sa loyauté et de sa fidélité envers les Alliés, peut donc être certain que ses sacrifices ne seront pas vains et que ses idéals seront réalisés s'il continue de donner dans l'avenir des marques de ses vertus militaires et civiles, et s'il reste préservé comme dans le passé des intrigues ayant pour but de détruire sa concorde et son union dans la défense des intérêts de notre peuple qui porte trois noms mais qui n'est qu'une nation. Il saute aux yeux que l'Autriche-Hongrie a surtout ces derniers temps intensifié ses intrigues et ses calomnies contre le peuple serbe. Elle commença par répandre dans l'Europe occidentale des faux bruits que la Serbie avait essayé par voie détournée d'entamer des pourparlers de paix séparée, tandis que dans notre pays et sur le front de l'armée serbe elle suggère qu'elle serait disposée de mettre fin à la guerre contre la Serbie mais que le roi Pierre et le gouvernement serbe s'y opposent. Toutes ces intrigues et ces calomnies ont un seul but : ébranler la foi que nos Alliés ont dans le peuple serbe, briser la concorde nationale et pouvoir par nos discordes et frotements s'assurer les conquêtes du pays serbe. Mais notre peuple connaît trop bien l'Autriche-Hongrie pour se prêter à ces intrigues infâmes et de croire à ces paroles mensongères. Il reste fidèle à ses nobles alliés qui versent leur sang pour les nations petites et faibles et ne se départira pas de cette attitude jusqu'à la fin. Le peuple serbe a donné tout ce qu'il avait pu donner ; à présent avec le peu de forces qui lui restent, il veut se tenir fidèlement aux côtés des Alliés. Il ne doit jamais perdre de vue que l'Autriche-Hongrie provoqua la guerre avec le dessein d'anéantir la Serbie, et que par conséquent même si nos adversaires feignaient parfois d'avoir de la sympathie pour notre cause, ils ne pourraient plus jamais être pour nous plus grands amis que nos alliés qui se sont levés pour défendre leur indépendance et la nôtre et pour assurer l'égalité de tous les peuples.

Nos alliés ne manqueront pas d'acquiescer la

conviction que les peuples de l'Autriche-Hongrie ne peuvent pas être libres et que la paix durable ne peut pas être garantie tant que ces peuples vivront dans l'Etat des Habsbourg, qui, de peuples jadis libres, forma des esclaves germano-magyars et empêcha leur développement, les asservissant à l'exploitation germano-magyare. Le germanisme se heurta contre la patrie serbe dans sa poussée vers l'Orient et seul un Etat uni des Serbes, Croates et Slovènes, étroitement lié à l'Italie peut barrer la route à la poussée allemande vers l'Orient et l'Adriatique, tout en secondant l'établissement d'une paix durable.

Nous ne demandons que ce qui nous appartient de droit. Nous demandons l'abolition de l'esclavage des peuples comme il fut supprimé pour les personnes. Nous demandons l'égalité entre toutes les nations grandes et petites, la fraternité et l'égalité de toutes les nationalités et la fondation d'un état libre de tous les Yougoslaves réunis. La rétrocession de l'Alsace-Lorraine à la France et le rétablissement complet de la Belgique indépendante ; le rétablissement du royaume de tous les Tchèques, de même que celui de tous les Polonais, l'union des Italiens avec l'Italie, des Roumains avec la Roumanie, des Grecs avec la Grèce, tout cela constituant la plus grande et la plus solide garantie pour la paix internationale, juste et durable. Nous réclamons donc ce qui doit se réaliser tôt ou tard, sinon après cette guerre, alors après une nouvelle effusion de sang, puisque cela est lié au progrès de la civilisation et de l'humanité. Ces grands buts humanitaires et justes, qui incarnent la vie et le développement de la civilisation, nous le répétons, doivent être réalisés. Ils contiennent ces grands idéals qui ressortent de l'âme et des sentiments des individus et des peuples et qui vaincront la force brutale de certains Etats anachroniques, comme ils ont vaincu le siècle passé la force brutale de l'individu.

Honneur et reconnaissance à tous les peuples qui combattent pour le droit de toutes les nations à disposer de leurs destinées, et pour la paix internationale juste et durable.

Un télégramme de Corfou, à la date du 2 avril, annonce :

Une délégation de cinq membres de la Scoupchtina se rendit hier chez le ministre de France, Vicomte de Fonteney et le ministre de Grande-Bretagne, Sir des Graz, et présenta les félicitations de la Scoupchtina pour la magnifique attitude des armées franco-britanniques, déclarant, qu'en ses jours glorieux et graves, les Alliés peuvent compter comme jusqu'ici, sur la fidélité inébranlable de la Serbie. Les ministres de France et de Grande-Bretagne rendirent aujourd'hui une visite au président de la Scoupchtina et assistèrent à la séance, où un des leaders de l'opposition, ancien ministre des travaux publics M. Voulowitch, déclara que la Scoupchtina entière partage l'opinion, que toute la Serbie depuis le dernier berger jusqu'au roi, doit rester jusqu'au bout avec les Alliés et que la Serbie a lié son sort au leur pour la vie et la mort.

Jeudi aura lieu dans la cathédrale grecque à Corfou, une grande messe pour la victoire des armées alliées, à laquelle officiera le métropolitain serbe.

Les fables du comte Czernin

Le discours prononcé par le comte Czernin devant la municipalité de Vienne est éloquent aveu de l'insuccès de l'offensive allemande sur le front occidental. N'ayant plus rien à espérer de la « kolossale » offensive allemande, l'Autriche voudrait revenir sur le terrain diplomatique. M. Czernin a daigné aussi parler un peu plus longtemps de la Serbie que d'habitude.

« En ce qui concerne la Serbie, nous savons que le désir de paix est très grand dans ce pays, mais qu'il est empêché de la conclure par les grandes puissances de l'Entente.

« La Bulgarie doit obtenir certaines régions habitées par des Bulgares, mais nous ne voulons pas anéantir la Serbie ni l'écraser. Nous voulons lui donner la possibilité de se développer. Un attachement économique plus étroit de la Serbie avec

nous ne saurait être salué par nous. Nous ne voulons pas influencer les relations futures de la Serbie et du Monténégro avec la Monarchie par des moyens qui sont opposés aux relations de bon voisinage.

Tout en nous réservant de revenir, dans notre prochain numéro, sur ces « révélations » du comte Czernin, nous nous bornerons ici à dire que l'exposé de M. Pachitch, que nous publions ailleurs, est la meilleure réponse à la fausse affirmation du ministre autrichien que la Serbie serait disposée à conclure une paix « autrichienne », mais que l'Entente l'en empêcherait!! Cette intrigue vaut bien celle concernant M. Clemenceau et sa prétendue demande de paix.

Les peuples-mercenaires

Une dépêche de l'agence Havas annonçait l'autre jour la présence de troupes austro-hongroises et bulgares sur le front français. L'illusion d'un grand nombre d'hommes politiques alliés, sur les « véritables » dispositions des Bulgares, Magyars et Allemands d'Autriche, sera donc complètement dissipée, et l'obstination à voir dans l'ennemi d'un front exentrique l'ami éventuel sur le front principal, l'obstination qui a été la cause de maints malheurs, cédera la place, espérons-le, à une meilleure compréhension des facteurs en jeu.

Les Turcs, les Bulgares et les Magyars, il faut les prendre tels qu'ils sont, et non pas tels que nous voudrions les voir. Nous faisons abstraction des Allemands d'Autriche, parce qu'ils sont au moins aussi pangermanistes et militaristes que ceux de l'Empire. Les Slaves d'Autriche-Hongrie sont des peuples esclaves, qui sont forcés d'aller se battre partout où l'on les expédie. Les Turcs, les Magyars et les Bulgares forment un groupe à part qu'on pourrait appeler peuples-mercenaires. Sous le nom de mercenaires, on comprend les gens qui travaillent dans l'intérêt d'un autre et pour un prix convenu.

C'est précisément le cas des trois peuplades citées, toute trois d'origine touranienne. Le cas turc n'a rien d'extraordinaire, le cas magyar non plus. Mais le cas bulgare a soulevé quelques doutes, d'abord à cause d'un mélange slave qui a fait croire pendant longtemps que les Bulgares seraient des Slaves et partant incapables d'une telle fonction; et ensuite à cause d'une propagande intense dirigée par le roi allemand et destinée à induire en erreur l'Europe occidentale. Et cependant le cas bulgare est typique, et il démontre plus que tout autre que, entre les peuples libres et les peuples asservis, il existe une troisième catégorie: les peuples mercenaires. Toute la conduite des Bulgares le prouve. Les Bulgares ont toujours servi les desseins d'autrui et leur attitude dans les questions balkaniques et européennes n'a jamais été dictée par un intérêt véritablement bulgare. Les Bulgares réclamaient la Macédoine pour servir l'Autriche; ils aspiraient à Constantinople pour satisfaire l'Allemagne. En 1913 ils attaquèrent les Serbes et les Grecs sur un signe de l'Autriche-Hongrie, et en 1915 ce fut l'Allemagne qui les loua pour lui aider dans la campagne balkanique. En 1916 les Bulgares marchèrent leur concours dans l'offensive contre la Roumanie, en 1917 ils viennent en Italie, et en 1918 on les retrouve sur la Meuse. A ceux qui s'étonnent toujours nous conseillons de ne pas se casser la tête pour pénétrer le prétendu mystère bulgare. Ce mystère se réduit à un seul mot: mercenaires. Et cela explique tout.

R.

La paix séparée avec la Roumanie

Dans son fameux roman « Le Roi des Montagnes », E. About, parlant d'un Maltais, un certain Giacomo Fondi, disait: « On trouvait aisément la limite de son intelligence, mais on n'a jamais connu les bornes de son appétit ». On pourrait en dire autant des dirigeants de la politique austro-allemande.

Bornés et insatiables qu'ils sont, les hommes d'Etat allemands ne se contentent pas d'avoir arraché à la Russie par la paix de Brest d'immenses territoires, mais ils agissent de même à l'égard de la Roumanie, à laquelle ils enlèvent la Dobroudja pour la donner aux Bulgares et une partie de la Valachie pour en faire cadeau à l'Autriche. En plus ils obligent les Roumains à leur céder l'exploitation de l'industrie pétrolière et le monopole des exportations de céréales.

La mort dans l'âme, le roi Ferdinand a dû signer la paix humiliante de Cotroceni, qui n'atteint pas seulement la Roumanie dans ses intérêts vitaux mais encore dans sa dignité d'Etat souverain et libre. De tels affronts, on ne les oublie jamais. C'est en réalité l'histoire de Carlo Alberto après sa défaite de Novare, qui se répète aujourd'hui en Roumanie.

Or, le Piémont, en ajournant alors ses revendications, n'abdiqua pas. La Roumanie non plus ne pourra renoncer pour toujours à ses aspirations légitimes. Les Autrichiens, d'ailleurs, s'en rendent bien compte et conscients du danger ils semblaient tout disposés à renoncer de leur part à de nouvelles annexions. Mais l'Allemagne veillait. Elle visait d'autres buts. C'est pourquoi elle ne voulait pas seulement d'annexions pour elle, mais elle en réclamait aussi pour ses alliés. Connaissant le caractère peu altruiste des Allemands, on pourrait être surpris de les voir songer aussi à leurs alliés. Pour bien comprendre ce geste, il faut tâcher d'en découvrir les motifs. Or le motif en serait le désir de l'Allemagne de faire de ses alliés d'aujourd'hui ses complices de demain. En partageant avec eux le butin, elle croit qu'une fois la guerre finie ses alliés seront obligés de rester à ses côtés, et que même après la guerre ils ne pourront se détacher de son étreinte. Car ils auront les mêmes intérêts à défendre, les mêmes responsabilités à partager, les mêmes ennemis à craindre.

Frédéric II poursuivait la même politique lors du partage de la Pologne. Bismarck agit de même en incitant l'Autriche à s'emparer de la Bosnie.

En poussant aujourd'hui l'Autriche en Valachie, on voudrait, pour la troisième fois, faire de cette puissance une complice de l'Allemagne. En effet, il n'est que trop évident que l'Autriche ne pourra conserver ces acquisitions nouvelles que solidement appuyée sur l'Allemagne. En agissant comme elle le fait, l'Allemagne n'espère point se concilier les peuples qu'elle vient de spolier.

Or, ce n'est pas le cas de la Monarchie dualiste. Là on se rend bien compte qu'une paix extorquée, comme celle qu'elle a conclue avec les Roumains, n'est pas une paix mais plutôt une trêve. Il faudra donc se préparer à de nouvelles luttes. Et l'Autriche ne peut guère s'accoutumer à l'idée d'une guerre permanente avec ses voisins. En raison des difficultés énormes où elle se débat, l'Autriche soupire après une paix qui la soulagera du fardeau

énorme qu'elle est obligée de porter grâce à son alliance avec l'Allemagne.

Après avoir dépouillé ses ennemis et ses voisins, l'Autriche voudrait continuer de vivre avec eux en bons amis et en excellents voisins. Seulement elle ne sait pas comment s'y prendre pour arriver à cette fin. La perplexité dont la presse autrichienne fait montre en cette occurrence ne pourra qu'amuser nos lecteurs. La mentalité autrichienne représente un cas intéressant. Cette mentalité tient à la fois de la naïveté et du cynisme. Voici par exemple comment s'exprime au sujet de la paix avec la Roumanie, le plus important des journaux viennois « La Nouvelle Presse Libre » (le 20 mars, No 19242):

« La conclusion de paix de Cotroceni à laquelle serait joint un contrat d'alliance pourrait servir de modèle pour être imitée dans les futurs rapports, et pourrait être considérée comme une entente véritable si elle reposait sur la volonté du peuple roumain. On pourrait forcer un peuple à conclure une paix, mais une alliance qui ne résulterait pas du sentiment général et libre de la nécessité politique n'aurait aucune valeur et ne garantirait pas que les événements de la guerre actuelle ne se répètent pas. Pourquoi les Roumains ne pourraient-ils cependant saisir le besoin d'une entente? Le président Wilson n'avait-il pas dit que son but de guerre était que les grands et les petits peuples vivent dans une complète sécurité. Le peuple roumain voudra-t-il négliger cet avertissement et ne voit-il pas ce qui arrive en Hollande sur ce sol vénéré, et quelle contrainte y subit le ministre des affaires étrangères? La Roumanie ne peut rester seule. Si elle ne l'avait pas appris du passé alors la guerre avec la garde Rouge qui essayait de dévaster le pays, d'après l'exemple russe, devait la convaincre du besoin d'un appui. On ne peut prévoir comment les choses vont se développer en Russie et il serait bon qu'un petit peuple qui se sent pressé par son voisin se réfugie sous la protection des puissances centrales. La question serait de savoir si cette opinion va pénétrer les Roumains afin qu'ils ne cherchent pas cette protection seulement comme le dernier refuge et l'asile politique, c'est-à-dire lorsqu'il ne leur reste pas autre chose à faire. L'alliance serait une victoire si elle confirmait une paix d'entente. Elle devra pourtant être une alliance populaire et véritable résultant à la fois du sentiment (sic!) et du besoin. »

On ne pourra en effet, se moquer des gens avec plus de cynisme que ne le fait le journal autrichien. Prétendre que les Austro-Allemands en imposant à la Roumanie un traité de vasselage politico-économique ne désirent pas autre chose que de réaliser le programme de Wilson qui réclamait pour tous les peuples, grands et petits, la même garantie de sécurité, c'est en effet se moquer de ses lecteurs.

En contemplant les perplexités où se débat cette feuille « clairvoyante » discutant cette question avec une sincérité autrichienne on voit que l'Autriche malgré les velléités pacifistes de l'empereur Charles et du comte Czernin, a été obligée de suivre une politique annexionniste contraire à ses propres intérêts. Il faut à présent toute la souplesse et tout le machiavélisme de la presse autrichienne

pour persuader leurs victimes qu'elles doivent se laisser dépecer tranquillement en conservant pour leurs bourreaux les meilleurs sentiments! Les Roumains auraient-ils tort de ne vouloir pas comprendre qu'il est dans leur propre intérêt d'être mangés à la sauce allemande plutôt que d'être avalés dans une salade russe.

Mais le comble d'hypocrisie et de cynisme atteint le journal viennois lorsqu'il parle du sentiment latin des Roumains. « Honneur au sentiment latin des Roumains, écrit-il, mais quel profit les Roumains tiraient-ils au point de vue national de ce que leurs boyards se laissaient plumer lors de leurs séjours à Paris et à Londres? »

Les Austro-Allemands, après avoir saigné à blanc le pays roumain tout entier, font semblant à présent de plaindre les boyards roumains pour avoir été plumés auparavant à Paris et à Londres! En effet, on n'a le droit d'être plumé qu'à Vienne et à Berlin.

M. D. MARINOVITCH.

La perfidie de la « Neue Freie Presse »

Tout le monde connaît les tentatives autrichiennes de s'approcher des puissances de l'Entente, tout en restant en alliance étroite avec l'Allemagne. L'Autriche a toujours pratiqué l'attitude du double jeu, et elle espère encore aujourd'hui en tirer quelque profit. Les émissaires de Vienne pullulent en Suisse, mais la plupart d'entre eux sont obligés de retourner en Autriche sans aucun résultat. Les paroles séduisantes, les promesses vagues d'« émancipation » de l'Allemagne et d'inauguration d'une politique purement autrichienne, rencontrent quelque crédit, mais dès qu'il s'agit de préciser et d'amener une transformation de la vieille Monarchie dans le sens de l'affranchissement de ses peuples, alors la conversation s'éteint, automatiquement. C'est ce qui est arrivé récemment au professeur Lammasch, c'est ce qui a fait échouer aussi la démarche du comte Albert Mensdorff, celui qui, selon le témoignage du prince Liechnovsky, a défendu à Londres, avec ardeur, la politique de strangulation pratiquée par l'Autriche vis-à-vis de la Serbie. Le comte Mensdorff s'est rencontré, en Suisse, avec le général anglais Smuts, pour examiner les possibilités d'un rapprochement anglo-autrichien. L'Angleterre ayant demandé des actes, le représentant autrichien a offert des promesses, ce qui a dû sceller le sort de la conversation.

Mais comme au Parlement anglais on avait demandé des explications au sujet de l'entrevue Mensdorff-Smuts, la « Neue Freie Presse », furieuse de cette indiscrétion, qui démasquait la politique d'intrigues de Vienne, attaque, dans le numéro du 17 mars, le général Smuts en des termes offensants, et jure solennellement que l'Autriche-Hongrie est loyale et qu'elle n'abandonnera pas son alliée, l'Allemagne! Mais le plus malhonnête, c'est l'accusation lancée au général Smuts que c'est lui qui a cherché et obtenu une entrevue avec le comte Mensdorff!!

FEUILLETON

Petar Preradovitch

— A l'occasion de son centième anniversaire —

Petar Preradovitch, un de nos plus grands poètes, commença son travail littéraire au moment où le nom d'Illyrien fut prohibé et les « Illyriens » poursuivis et maltraités.

Preradovitch naquit le 19 mars 1818 à Grabrovitsa, en Croatie. Son père, officier servant dans les troupes de frontière, mourut de bonne heure et le futur poète s'engagea, encore enfant, dans l'école militaire de sa ville natale. Après avoir achevé cette école, il fut accepté à l'Académie militaire de Wiener-Neustadt, où il passa huit ans, de sa dixième à sa dix-huitième année. Là, il fut élevé dans l'esprit allemand. Déjà, comme élève de cette Académie, il composait des vers en allemand et oublia presque sa langue maternelle; de retour dans son pays natal, comme jeune officier, il avait peine à s'entendre avec sa mère dans sa langue maternelle. Mais heureusement, le jeune poète dénationalisé fit connaissance, dans son district militaire, avec Ivan Koukoulyévitch-Sakcinski, l'apôtre de l'Illyrisme et homme de lettres distingué, qui exerça sur Preradovitch une influence sensible.

Cependant la Dalmatie — mon cher pays bien aimé, « orgueil de notre peuple entier », comme dit la chanson nationale, — sauva complètement notre grand poète!

En 1842, un décret ordonna le déplacement de son commandement de Milan en Dalmatie. Dans son voyage vers sa nouvelle destination, Preradovitch s'arrêta pendant quelque temps à Venise, où il passa tout son séjour en compagnie de l'officier Spira Dimitrovitch, de Cattaro, qui était un Yougoslave ardent et écrivain zélé. Chaque

soir ils discutaient ensemble les questions nationales, lisaient les poèmes de Katchitch, etc. Arrivé à Zadar (Zara), il connut Anta Kouzmanitch, qui était précisément en train de fonder le périodique littéraire « L'Aurore dalmatienne » et qui insistait pour que Preradovitch donnât un poème pour le premier numéro. Celui-ci, pressé par Kouzmanitch, donna suite à sa demande et composa le poème: « L'Aurore point — le jour viendra! », qui parut en 1844 dans le premier numéro du dit périodique.

Le poème produisit un grand effet. C'était une véritable révélation d'un talent ignoré: chacun se rendait compte de l'importance de cette acquisition dans le domaine de notre littérature. Par ce premier poème, l'auteur prouva qu'il possédait souverainement sa langue maternelle et qu'il dominait avec sûreté le vers qui charmait et séduisait par son harmonie et par sa spontanéité. Ce premier poème avait enivré notre public, surtout parce que notre idée nationale y était exprimée avec un profond sentiment et d'une manière vraiment admirable. Presque tout son travail ultérieur fut inspiré par cette même pensée, laquelle, tantôt avec plus de tendresse, tantôt avec plus d'élan retentit dans chacun de ses vers.

Il pouvait être considéré comme sauvé. La brebis égarée revint à son troupeau, le poète à son peuple. Encouragé par ce succès, Preradovitch s'adonna, autant que son service embarrassant et dangereux le lui permettait, à la « Vila (Muse) slave ».

Déjà dans sa première année de travail littéraire (1844), il écrivit deux poèmes mémorables: « Le voyageur » et « Les frères ». Dans le premier poème, le poète parle, d'une façon touchante, de lui-même en disant qu'il s'était égaré dans une nationalité étrangère et qu'il était ensuite revenu à sa patrie et à son peuple. Dans le second, il fait le procès des querelles insensées et sans objet entre les Serbes et les Croates. Puis vient, en 1845, le poème « Le grand-père et le petit-fils », dans lequel est présenté admirablement ce que devrait être le devoir d'un poète

patriote. Ces premiers poèmes sont l'expression de la renaissance du poète et du peuple lui-même, à la fois.

La rédaction de « L'Aurore dalmatienne » de Zadar se trouvait en somme entre les mains de Preradovitch et il l'engagea dans les rangs illyriens. Là, il s'éprit de la fille d'un fonctionnaire, qu'il épousa plus tard (1848) et il lui dédia plusieurs poèmes amoureux (1846). Il dut quitter Zadar pour aller à sa nouvelle destination, à Budapest. Ce fut alors que parurent « Les premiers essais » qu'il avait consacrés à son amour de Zadar. Ce premier recueil de ses poèmes fut pris d'assaut. Preradovitch était l'objet de l'admiration du monde lettré et du public. Le second recueil de ses poèmes a paru en 1851 et il le dédia à l'évêque Strossmayer. Plus tard, il consacra à ce mécène de génie, à ce favori du peuple, deux belles odes dans lesquelles il glorifie, entr'autres, Strossmayer comme messager des nouveaux jours et comme précurseur de la nouvelle civilisation humaine (1).

L'année 1849, Preradovitch vint à Zagreb et fut nommé adjoint du ban de Croatie, l'élatitch. La profession de militaire s'accordait mal avec son caractère et il en souffrait beaucoup. Dans sa profession, il se sentait « comme un chien en laisse ». Il était conscient de ce qu'il versait son sang pour un salaire et comme épilogue à sa lutte, il écrivit ces vers pleins d'amertume:

« Ah, comme il est doux d'immoler sa vie pour ses sentiments ardents!
« Pour le salaire, verser son sang, quelle douloureuse besogne! »

Mais malgré cela il avançait dans sa carrière jusqu'au grade de général. Il passa la plupart du temps en dehors de son pays, vers lequel il aspirait constamment et qu'il aimait d'une tendresse et affection filiales.

1) Le poète fait surtout allusion à l'attitude franche et courageuse de Strossmayer au concile du Vatican, quand on discuta la proclamation du dogme sur l'infaillibilité papale et cela lui valut le renom d'un grand orateur.

Les Polonais et l'Autriche-Hongrie

L'effondrement d'un pilier d'Etat autrichien

Un Polonais nous écrit :

Jusqu'au début de la guerre, de toutes les puissances qui s'étaient partagées la Pologne, seule l'Autriche avait réussi à amadouer l'opposition nationale et à gangrener la résistance polonaise contre les oppresseurs — si vigoureuse autre part — en la transformant en un patriotisme autrichien.

Par une caricature d'éducation soi-disant nationale de la jeunesse galicienne, qui ne consistait que dans l'excitation de la haine polonaise contre la Russie, Vienne avait réussi à convaincre les Polonais «galiciens» qu'ils devaient envisager la lutte contre la Russie, même aux côtés de la Prusse, comme leur unique devoir national. Toutefois, il serait faux d'identifier les représentants officiels de la Galicie avec la population polonaise de ce pays. Et c'est surtout parmi les députés galiciens du Reichsrath — élus lors des fameuses élections de 1911, époque où le gouvernement autrichien pouvait encore jouer le rôle de «protecteur» de la nation polonaise (surtout en comparaison avec le tsarisme germanisé) — que l'on trouva des gens attirés dans ses filets par le gouvernement autrichien. En profitant du râtelier gouvernemental, ils sont non seulement perdus pour la cause nationale polonaise, mais représentent le plus grand danger pour celle-ci et la cause slave en général. Ce sont ces mêmes hommes qui, au commencement de la guerre, réunis en un «Comité National Suprême», ont formé les fameuses légions polonaises pour combattre le tsarisme aux côtés de l'Autriche.

Ce serait injuste de condamner la jeunesse pour avoir pris les armes contre le tsarisme quand on lui avait toujours montré comme le plus grand ennemi de la Pologne, mais ces quelques députés, qui ont vendu les légions aux gouvernements de Vienne et de Berlin, sont doublement responsables du sang polonais versé pour la cause allemande et contre l'intérêt de la Pologne.

Cependant, la guerre a ouvert les yeux aux Polonais en leur prouvant que le traitement de la question polonaise n'a été dans les mains de l'Autriche qu'une manœuvre criminelle.

Un des défenseurs les plus ardents de l'alliance austro-polonaise, le député Daszinski, a déclaré publiquement, le 28 mai 1917, à Cracovie, que «cette politique ne peut aujourd'hui, en Pologne, chercher des partisans que parmi les fous ou les traîtres à la patrie». Le même député prouva au Reichsrath que le «protecteur» de la nation polonaise, le gouvernement de Vienne, avait répondu au réveil de la conscience nationale polonaise en Galicie par 30.000 pendaisons!

La meilleure preuve de la transformation spontanée de l'opinion publique polonaise à l'égard de l'Autriche est donnée par l'histoire de la légion austro-polonaise. Trois mois s'étaient à peine écoulés après la fameuse proclamation des deux empereurs — cette caricature d'une résurrection de la Pologne — que la nation polonaise répondit par un «non» catégorique à la demande de recrutement pour la légion polonaise. Quant aux légionnaires déjà enrôlés, ils refusèrent de prêter le serment «de fraternité» d'armes avec les armées austro-allemandes et furent internés en été 1917 dans un camp de prisonniers de guerre à la frontière polonoise, tandis que leur commandant, Piskulski, et les officiers supérieurs furent déportés dans la forteresse de Magdebourg. On envoya le reste des légionnaires provenant de la Galicie comme «landsturm» autrichien sur le front italien et roumain.

C'est ainsi que la politique autrichienne fit fiasco.

D'autre part, les excès des maximalistes, surtout la dévastation des propriétés polonaises en Ukraine, excitèrent chez quelques magnats polonais, en Galicie et même dans le royaume, la peur d'une révolution sociale. Pour l'éviter, les hobereaux polonais, plaçant leurs intérêts personnels avant ceux de la nation polonaise, cherchèrent à s'appuyer sur une des deux puissances centrales. L'Autriche, en sa qualité de catholique, passa au premier rang. Berlin, craignant que cette orientation austrophile pût troubler les ma-

chinations allemandes, se décida à discréditer les Autrichiens une fois pour toutes aux yeux des Polonais et en même temps à créer une haine entre Polonais et Ukrainiens. Le comte Czernin, bien que ministre «autrichien», reçut l'ordre de Berlin de céder le territoire de Cholm aux Ukrainiens. Il obéit et Berlin atteignit son but; le traité de Brest-Litovsk fut la fin de l'austrophilisme en Pologne. Il a provoqué dans la Pologne ci-devant russe une tempête de manifestations et l'unification de tous les partis politiques jusqu'alors divergents. En Galicie, l'orage fut plus lourd encore: à Lwow (Lemberg), plus de cent mille citoyens jurèrent au grand jour, sur les places publiques, une résistance à outrance contre la politique de l'Autriche. Le comte Wodzicki et M. Czerkas furent tués à cette occasion par une patrouille militaire. A Cracovie, 47.000 citoyens firent le même serment du fond de leur cœur et ce fut avec un grondement de tonnerre que se répéta à tous les échos de l'antique place de cette ville le cri final du serment poussé par des milliers de poitrines. Tout le courant de la vie publique fut arrêté en signe de protestation, même les trains de chemins de fer d'Etat stoppèrent en plein champ pour douze heures. Rien ne put entrer en Galicie, rien ne put en sortir. Les Polonais donnèrent à l'empire d'Autriche et au monde entier la preuve qu'entre eux et l'Etat autrichien tout lien moral était rompu.

En Posnanie, où le gouvernement allemand s'évertuait à caresser les Polonais, afin de les exciter contre l'Autriche, vingt-trois jeunes gens passèrent devant des cours martiales instituées pour étouffer ces démonstrations et furent emprisonnés.

Six jours après le traité de Brest-Litovsk, la légion polonaise répondit vigoureusement à la trahison autrichienne, et l'on put lire à cette époque, dans les journaux polonais, la note officielle suivante émanant du haut commandement austro-hongrois: «Le corps auxiliaire polonais, cantonné au quartier à Cznowitz, après avoir arrêté de force l'état-major, s'est mis en marche le 15 février au soir, avec l'intention de traverser nos lignes dans la direction est et de gagner le territoire ukrainien. Les tentatives des parlementaires envoyés dans le but de retenir les rebelles n'ayant obtenu aucun résultat, le corps auxiliaire fut enveloppé par les troupes austro-hongroises et, après une courte bataille où il y eut des morts et des blessés des deux côtés, les rebelles ont été désarmés. Le corps auxiliaire polonais a été dissout. Les rebelles ont été déferés avec toute la rigueur requise par devant le conseil de guerre. L'enquête se poursuit».

Suivant des nouvelles de Léopol, deux mille légionnaires réussirent, au cours de la bataille, à passer en territoire ukrainien.

Ainsi finit une formation volontaire polonaise qui avait pensé bien faire et agir pour la cause nationale en se liant avec l'Autriche.

On aurait pu s'attendre à ce qu'après ces manifestations antiautrichiennes de la part de toute la nation polonaise, il ne se fût pas trouvé un seul député polonais qui eût le courage de soutenir le gouvernement autrichien. Même le «Club Polonais» au Reichsrath de Vienne — cette clique de pseudo-représentants de la population polonaise, élus sous la pression du gouvernement autrichien, — se vit forcé de déclarer une opposition absolue contre le gouvernement de M. Seidler. Pour celui-ci la situation devenait critique: il s'agissait du budget et de crédits militaires de 6 milliards. Si les Polonais votaient contre, la catastrophe était inévitable. Mais le gouvernement de Vienne savait bien que la majorité du «Club Polonais» n'était composée que de créatures dépendant du gouvernement. Quelques heures avant la session décisive du 7 mars, ces Messieurs furent appelés auprès de l'empereur qui leur expliqua la situation: Si le gouvernement n'obtenait pas le budget, la Chambre serait dissoute. Ces Messieurs comprirent que pour les députés tchèques, slovénes, etc., etc., la conséquence de cette mesure ne présenterait aucun danger: ayant toujours défendu la cause natio-

nale, ils seraient réélus immédiatement. Mais de ces Messieurs polonais, qui avaient formé les légions polonaises en sacrifiant des milliers de jeunes gens aux intérêts autrichiens et privés, de ces messieurs qui soutiennent la rapace politique autrichienne en Galicie, pas un seul ne devait espérer devenir député à la nouvelle Chambre. Les conséquences défavorables pour eux leur sautèrent aux yeux: au lieu d'une situation confortable et lucrative, le service militaire dans les tranchées sur la Piave serait le sort amer qui les attendait.

Le gouvernement autrichien savait bien à qui il adressait ces arguments: une heure après l'audience chez l'empereur, un membre du Club Polonais, M. Adolphe Gross, avocat juif de Cracovie et propriétaire d'une petite banque privée (opérant avec de gros gains grâce à la qualité de député de M. Gross) présenta une motion selon laquelle le Club polonais devait s'abstenir de voter pour faciliter de cette manière la victoire du gouvernement. Par leur comédie d'opposition platonique, ces messieurs du Club polonais qui n'étaient jusqu'alors qu'au travers de la cause nationale polonaise, se sont dressés comme un obstacle à la cause mondiale de la liberté.

Toutefois, cette motion «juive» fut la dernière qu'eut à prendre le «Club polonais», qui depuis 50 ans était le parti le plus puissant du Reichsrath et le plus dévoué au gouvernement autrichien: la solidarité étant obligatoire pour tous les membres du Club, une forte minorité qui s'opposait à cette politique honteuse, ne put rien changer dans le sort du budget, qui fut voté pour 4 mois. Mais tout de suite après la session, le parti socialiste et le parti national-démocrate quittèrent le Club polonais, l'émittant de ce fait.

De ce club, groupement politique le plus nombreux du Reichsrath, il n'est resté qu'une quarantaine de députés qui, n'ayant plus le droit de se nommer «Club Polonais» et n'osant pas se rendre en Galicie de peur de l'indignation de leurs électeurs, formeront probablement à Vienne dès maintenant, un parti juéo-féodal pour l'exploitation de la Galicie.

Ce sera le seul appui sûr du gouvernement, et encore aussi longtemps seulement que cette Chambre subsistera. Quant aux partis allemands qui ont voté pour le budget, ils l'ont fait non pas dans l'intérêt de l'Autriche, mais bien dans celui de l'Allemagne. — Forts de l'idée que deux empereurs pour la nation allemande, c'est vraiment un peu trop: un seul, celui de Berlin, suffirait!

Et ainsi la guerre laisse apercevoir la fin des dynasties qui n'eurent pas en vue les intérêts de leurs peuples, mais exclusivement ce qu'elles prenaient pour leurs intérêts personnels: à la catastrophe des Romanof succédera celle des Habsbourg.

Les Grecs du roi Constantin et l'appétit bulgare

Le livre de Rizoff semble avoir réveillé les Grecs constantiniens de leur rêve bulgaromane. Nous lisons en effet dans la «Münchener-Augsburger Abendzeitung» du 23 février, un article pleurnicheur de M. Alexandre Zachariou, conseiller municipal d'Athènes et germanophile notoire, sur les prétentions bulgares révélées par Rizoff. «La Grèce doit rétrocéder à la Bulgarie», écrit M. Rizoff, les territoires qu'elle lui a arrachés dans l'année 1913, d'une part parce que la Grèce sera enrichie dans une mesure considérable par les territoires lui revenant dans l'Epire et en Albanie et, d'autre part, parce que Vénizelos était, auparavant, d'accord avec cette cession».

A cela, M. Zachariou répond: «Nous ne comprenons pas de quels territoires M. Rizoff parle, car il est tout à fait impossible qu'il ait en vue les territoires de Cavalla, Serres et Drama; premièrement parce qu'ils furent de tout temps des territoires grecs (même dans le cas où on essaierait par des moyens balkaniques connus de les dénationaliser artificiellement) et deuxièmement parce que l'intégrité de ces territoires, oc-

cupés provisoirement par les troupes germano-bulgares a été garantie officiellement au roi et au peuple grec aussi bien par les Empires centraux que par la Bulgarie. En outre, il ne faut pas oublier que, précisément en vertu de cette garantie, le peuple grec, pour ne pas sortir de sa neutralité, qui, sans aucun doute, était d'une grande utilité pour la Bulgarie en particulier, ne s'opposa pas par les armes aux occupations ci-dessus mentionnées.»

«Nous savons que ni en 1913, ni à n'importe quel autre moment la Grèce n'a jamais annexé de territoires bulgares; elle les a moins encore arrachés à la Bulgarie, mais c'est au contraire la Bulgarie qui a, dans le courant de l'histoire arraché à plusieurs reprises des territoires à la Grèce et en possède encore plusieurs de nos jours, par exemple dans la Thrace et dans la Macédoine. Mais de tout cela, M. Rizoff ne souffle mot.

«Si donc M. Rizoff est sincère dans la pacification des Balkans, qu'il a décrite avec de si belles paroles et qui est certainement non moins ardemment souhaitée par la Grèce que par lui-même, ce que nous voulons croire sans autre, qu'il s'applique alors, pour ne pas provoquer de malentendus, à rester aussi fidèle que possible à ses beaux principes fondamentaux. Car autrement il pourrait s'établir un autre état de choses basé sur d'autres principes, ou plutôt sur une pacification artificielle imposée par la force seule, qui engendrerait certainement de nouveaux dangers, malgré l'opinion de M. Rizoff: ...que les frontières des Etats balkaniques projetées par lui seront définies par un congrès international et que le grand principe humain des arbitrages internationaux s'imposera.

«En outre, ce serait pour la Grèce qui a montré pendant cette guerre, non seulement verbalement mais aussi par des faits et par sa neutralité pleine de périls et de sacrifices, qu'elle désire sincèrement vivre en paix avec le monde entier en général et avec ses voisins en particulier, un arrachement de ses territoires et même des territoires dont l'intégrité lui a été garantie. Ce serait non seulement une très mauvaise récompense pour son attitude loyale, mais cela équivaudrait avant tout à un mauvais traitement plein de danger: la Grèce ne mérite pas une telle injustice: ni la Bulgarie, ni ses alliés, ne doivent la commettre.»

Ces larmes un peu tardives ne changeront rien du tout à l'attitude bulgare. Et M. Zachariou et ses amis ne devraient pas se montrer naïfs et feindre de ne pas savoir quels territoires sont convoités par les Bulgares. Qu'il lise les commentaires de la presse bulgare, qui réclame aussi Salonique et surtout Salonique!

Le peuple grec, dans sa majorité, a compris le danger et il saura défendre sa patrie autrement que par des larmes.

Le nouveau directeur du Journal de Genève

Mardi dernier, au dîner mensuel de la presse alliée, M. Edouard Chapuisat, le nouveau directeur du «Journal de Genève», a fait une déclaration qui fut vivement applaudie par toute l'assistance. Saluant les Tchéco-Slovaques et les Yougoslaves, «peuples sans patrie», comme il les nomma, M. Chapuisat déclara que le «Journal de Genève» appuiera toujours l'effort des peuples opprimés vers la liberté, et que lui, son directeur, ne se mettra jamais «entre deux chaises».

Une manifestation italo-serbe

Une très sympathique manifestation a eu lieu le 28 mars, au Kursaal de Lausanne. La société italienne Corale-Dramatica Donizetti avait organisé, avec le concours de la société des étudiants serbo-croates slovénes «Skerlitch» de Lausanne, une soirée italo-serbe au profit des prisonniers serbes.

Indépendamment de ce but humanitaire, cette manifestation avait une signification politique. Cette soirée avait consacré en quelque sorte l'union et le rapprochement italo-yougoslave. Elle fut honorée de la présence du ministre de Serbie à Berne, M. le Dr Slavco Grouitch, du consul d'Italie à Lausanne, M. Tito Chioyenda, de M. le consul du Portugal à Lausanne, de l'attaché militaire serbe à Berne, lieutenant-colonel Nenadovitch et de nombreux membres des colonies italienne et serbe.

Le ministre d'Italie à Berne, M. Paulucci, ayant été empêché de venir, a bien voulu envoyer, par l'intermédiaire du Consulat d'Italie à Lausanne, la dépêche suivante: «Prière communiquer à la présidence de l'association «Skerlitch» le télégramme suivant: «Regrette sincèrement être empêché venir et assister sympathique manifestation à laquelle leur succès.»

La partie artistique de la fête a fort bien réussi. La «Cena della Beffe», pièce tragique de San Benelli, traduite aussi en serbe et jouée très souvent au Théâtre National de Belgrade, surtout avec le concours de feu Routsovitch, élève italien, a été très bien interprétée par un groupe d'amateurs parmi lesquels se sont particulièrement distingués les deux protagonistes M. de Allegri et M. Apolloni. Entre autres qui méritent d'être mentionnés, nous citerons: Mmes Soldati et Balestrieri, Mlles Marioni et Cerutti, et MM. Zaco et Valazza.

La fin de la soirée a été marquée par une cérémonie intime. Le rideau a été levé et les représentants italiens et serbes étaient montés sur l'estraade.

Il mourut le 18 août 1872 à Farafeld, en Basse-Autriche, et fut inhumé à Vienne. Son peuple reconnaissant transporta, en 1879, ses débris mortuaires à Zagreb où on lui éleva deux magnifiques monuments, l'un au centre de la ville, le second sur son tombeau.

Inspiré par la science classique, ayant puisé à la source limpide et intarissable de la poésie nationale, doué d'une puissante intelligence, l'esprit absorbé par l'étude des plus hautes questions éthiques, Preradovitch avait mis aussi son âme dans ses vers. Elle s'y reflète dans toute sa grandeur et dans toute sa splendeur. Sa poésie est l'image fidèle de son être: on y trouve les pensées les plus intimes qui animent son esprit, de même que ses sentiments, ses tendances, ses idéals. Il y chante son amour de la jeunesse, ses rêves et espoirs déçus; il célèbre sa patrie, dans laquelle il embrasse toutes les parties de la nation yougoslave et il raconte sa grandeur et ses gloires passées en glorifiant d'un même enthousiasme les héros de toutes les parties de la patrie yougoslave; il console les opprimés et encourage les découragés; champion indomptable de la liberté et de l'unité de notre peuple entier, apôtre fervent de la fraternité slave, il prédit aux Yougoslaves et aux autres Slaves, malgré leurs constants malheurs, un grand avenir; il descend dans les profondeurs des mystères de Dieu et du monde en traitant avec audace et intelligence le problème de la mort et de la vie et avec délicatesse et chaleur celui de l'amour et de la douleur.

Preradovitch était poète, humaniste et penseur. Il n'a pas donné beaucoup, mais ses poèmes sont d'une pureté qui lui attirèrent l'affection de son peuple. Il est essentiellement poète lyrique, mais il nous a donné aussi de précieux poèmes épiques.

Il était un exemple de citoyen, d'époux et de père. Il donna une excellente éducation à sa fille Militsa et à son fils Douchan. Son caractère était d'une rare sincérité, noble, bon et clément.

Dr Lyoubou PERKOVITCH.

(A suivre.)

M. Olivetti, professeur à l'École supérieure commerciale, a salué M. Grouitch en des termes sympathiques. Après lui, M. le Consul d'Italie, au milieu du silence ému de l'assemblée, a adressé à M. le Ministre de Serbie des paroles patriotiques, disant que l'Italie et le peuple yougoslave doivent vivre en amitié et alliance étroite. M. Grouitch a remercié et affirmé sa conviction que la concorde italo-serbe portera infailliblement ses fruits. Déjà le proverbe national serbe, qui est inscrit dans les armoiries de la Serbie dit: «La concorde seule sauvera les Serbes.» Cette même concorde avec les Italiens est la garantie de la victoire finale sur l'ennemi commun.

Cette belle manifestation aura certainement contribué au rapprochement des Italiens et des Yougoslaves qui est en train de se faire de plus en plus intime.

NOS MORTS. — Mita Michailovitch, député, membre influent du parti radical, est décédé à Nice après une courte maladie; Milivoje Popovitch, directeur du Ministère de l'Instruction publique, est décédé à Belgrade; Dr Sima Avramovitch, ancien consul et inspecteur au Ministère du Commerce, est mort à Salonique; Tomo Voukomanovitch, sous-lieutenant, décédé à Clarens (Suisse), après une longue maladie contractée sur le front, où il s'était distingué particulièrement; Yovan-Yochka Yovanovitch, ancien maire de Pojarévats, après avoir été maltraité d'une manière inconcevable par les Bulgares, trouva une mort tragique à Stara Zagora, en Bulgarie, où il a été déporté malgré son âge avancé; Davide Simitch, député, est mort à Nice, après une courte maladie.

La propagande de Rizoff par les cartes

L'ouvrage de M. Rizoff se présente donc comme un ouvrage parfaitement tendancieux. Les cartes qu'il offre au monde avec un luxe exceptionnel, ne constituent nullement une documentation formelle et n'ont aucune valeur historique, politique ou ethnique. D'abord parce que ces cartes sont choisies et adaptées expressément pour les besoins de la cause et ensuite parce que leur établissement a été influencé par un ensemble de circonstances et de luttes favorables aux Bulgares depuis 1830 jusqu'à nos jours, en passant par 1869-70, date de la création du fameux Exarchat bulgare.

Pour que l'Atlas de M. Rizoff pût prétendre, au moins dans une mesure relative, à l'impartialité que le genre même de la publication impose, il fallait nécessairement suivre le développement du monde et de l'histoire balkanique pendant toutes les époques et avec toutes les péripéties de luttes, de domination et de conquêtes qui s'y mêlent. Or M. Rizoff n'a choisi que les époques qui convenaient à sa thèse, évitant soigneusement celles qui portent sur les contrées, visées par lui, le caractère qui distingue l'âme serbe soit par la langue, les cultes et les traditions, soit par la domination que les rois serbes y exerçaient avec une autorité et une sagesse qui contribuèrent d'une façon décisive, à la renaissance culturelle et économique des Balkans.

Quand M. Rizoff nous présente l'époque des Carolingiens (752-911), où l'on retrouve quelques traces de Bulgares, pourquoi évite-t-il soigneusement de nous mentionner le cours de l'histoire pendant les siècles III et IV où l'on voit déjà les Slaves des Balkans nettement prononcés comme Serbes? Quand il nous parle des grands Etats de Siméon et de Samuel, pourquoi M. Rizoff passe-t-il sous silence le fait que cent ans auparavant la race serbe constituait le noyau de ces Etats? Pourquoi évite-t-il de dresser une carte sur la base des paroles du professeur bulgare Ischirkoff déclarant que la rivalité entre les Bulgares et les Serbes par la possession de la Macédoine fut définitivement décidée à l'avantage des Serbes par la bataille de Kustendil (1830)? Pourquoi M. Rizoff n'a-t-il pas voulu dresser, en outre, une carte du règne du roi serbe Stéphan Douchane? Et une autre englobant le VIII^e siècle lorsque l'émigration serbe s'étendit sur toutes les régions depuis le Danube jusqu'à la mer Egée, y compris la vallée de Kossovo au-delà même de Vardar?

Pourquoi ces omissions? M. Rizoff reste là aussi fidèle à sa manière de présenter l'histoire sous un aspect partiel et par conséquent favorable uniquement aux desseins bulgares. Mais le monde ne s'y laissera pas prendre et M. Rizoff en restera pour ses frais.

Il est cependant nécessaire d'expliquer certains faits concernant les cartes elles-mêmes afin de démontrer que ces cartes ont été dressées sans exception sous des influences spéciales qui leur ôtent tout caractère d'impartialité historique.

Tout d'abord, dans l'établissement des cartes, un rôle considérable, sinon exclusif, a été joué par l'Exarchat bulgare, officiellement institué en 1870, et par les intrigues relatives à sa création, qui remontent à 1830. Craignant l'extension de l'influence de l'Eglise grecque, le gouvernement turc favorisa l'Eglise bulgare afin d'atténuer la force toujours croissante de la première. La création de l'Exarchat bulgare eut un retentissement dans toute l'Europe, la lutte entre les deux Eglises étant entrée dans une phase inattendue et ouvrant la voie de nouvelles et laborieuses perspectives pour la diplomatie européenne. L'Exarchat bulgare fut accueilli presque avec sympathie. La poignée de gens suspects qui rôdaient autour de l'Exarque Antim I voulaient profiter amplement des circonstances favorables et une propagande effrénée s'ensuivit dans toute la péninsule, tendant de créer des éléments bulgares afin de justifier la raison d'être de l'Exarchat. Les savants européens ne se doutaient nullement du caractère accidentel et intéressé de l'Exarchat bulgare et presque tous les explorateurs étrangers, cités par M. Rizoff, allaient puiser leurs renseignements à cette institution « purement » religieuse et par conséquent très « impartiale et compétente ». Vous pensez la joie de cette institution de pouvoir induire les savants européens en erreur sur le véritable caractère ethnique de la péninsule afin d'augmenter son importance politique et religieuse.

Une fois l'Exarchat bulgare créé, un très grand nombre de Serbes, préférant l'Eglise slave à l'Eglise grecque, ne voyaient aucun inconvénient de s'inscrire dans les communautés bulgares, récemment créées par l'Exarchat. Naturellement les Serbes n'avaient rien perdu de leur origine, de leurs mœurs et de leur langue. Mais cela n'a pas empêché les statistiques officielles du gouvernement turc et de la propagande bulgare de les mentionner comme Bulgares, fait absolument faux qui servit de base aux études de

nombreux savants européens. Un plébiscite eut même lieu pour établir l'étendue de l'Exarchie bulgare; il donna, naturellement, la majorité aux Bulgares, majorité qui sert aujourd'hui pour appuyer la cause bulgare. Or le Russe Durnovo, dans son ouvrage sur la Macédoine (1898), explique nettement les conditions dans lesquelles fut proclamée la « majorité » bulgare: « Quiconque était adversaire du patriarcat oecuménique, dit-il, a voté pour l'Exarchat sans tenir compte de son origine bulgare, serbe, valaque ou albanaise. Certains ont voté pour l'Exarchat pour des motifs d'intérêt commercial ou parce qu'ils ont été intimidés. Mais en aucun cas le chiffre des votants pour l'Exarchat ne donne la mesure de la force de la nationalité bulgare en Macédoine. »

Voici les faits, les statistiques et les plébiscites sur lesquels des savants européens dressaient des cartes ethnographiques que M. Rizoff exploite aujourd'hui avec un fier toupet... Et encore ces cartes, en dehors des influences que leur établissement a subi, se prêtent-elles à des critiques que M. Rizoff lui-même ne pourra réfuter.

La carte ethnographique de Chafarik, par exemple, est basée sur les relations de l'auteur avec les habitants de ces pays. Mais M. Rizoff affirme que Chafarik n'avait jamais parcouru ces contrées. L'aveu est à retenir.

La carte du Serbe Davidovitch ne prouve rien du tout. Davidovitch a voulu montrer, sous « Territoires habités par les Serbes », les contrées où les masses serbes ne sont en rien mélangées ni avec les Albanais, ni avec les Bulgares, ni avec les Valaques. Si Davidovitch n'avait pas englobé la Macédoine dans la sphère serbe, quoique les Serbes y constituaient l'élément prédominant, il ne l'a non plus désigné comme bulgare. Il a neutralisé, par scrupules d'histoire, cette province, où les Slaves macédoniens forment un élément à part qui tôt ou tard trouverait sa voie nationale serbe. Naturellement, Davidovitch n'avait pas compté avec l'Exarchat bulgare, qui devait bouleverser les cultes et les traditions dans les Balkans.

La carte de Lejean (1861) est tendancieuse. Le vice-consul de France Lejean a parcouru la Macédoine sur l'invitation et le guide du groupe bulgare qui projetait déjà la création de l'Exarchat bulgare et sous les indications expresses de ce groupe intéressé. Lejean était induit en erreur par le gouvernement turc aussi, qui avait tout intérêt à protéger l'élément bulgare, très docile, au détriment de l'élément serbe luttant continuellement contre l'opresseur. D'ailleurs, l'inexactitude de sa carte est démontrée par le fait qu'il voit dans la région de Vratza des Roumains qui, d'après M. Rizoff lui-même, n'ont jamais existé.

La carte du professeur Dejardin (1853) « Carte où l'on parle le serbe », est aussi équivoque. On se demande alors pourquoi Dejardin, en dehors des frontières qu'il a établies, avait mentionné le pays de Morava jusqu'aux alentours de Sofia, touchant presque à l'Isker, sous le nom: Vieille Serbie. On ne parlait donc pas le serbe en Vieille Serbie? Alors d'où venait le nom? M. Rizoff s'en doute: des droits historiques de la Serbie sur ces contrées.

La carte ethnographique de Von Hahn et Zack (1861) présente une autre curiosité: le pays de Morava est marqué comme peuplé de Bulgares et... Albanais. Le lecteur attentif s'apercevra même que l'élément albanais l'emporte sur l'élément bulgare. Comment M. Rizoff ose-t-il invoquer à l'appui de sa thèse une absurdité pareille?

Les cartes ethnographiques russes, celle de Mackensie et Jrby (1867), du professeur Erben (1868), ont été dressées toujours sous l'influence des luttes entre l'Eglise grecque et l'Eglise bulgare. Cette dernière étant favorisée par le gouvernement turc, tout ce monde a été officiellement induit en erreur.

La carte d'Elisée Reclus ne dit pas non plus grand chose, parce que l'auteur lui-même, s'apercevant de l'erreur où il était tombé, accompagne sa carte de la note suivante: « Cette carte ne peut avoir qu'une valeur approximative. La plupart des populations de races et de langues diverses sont entremêlées et juxtaposées. »

La carte de Kiepert (1876) est basée sur l'interrogatoire que l'auteur a fait subir à beaucoup de Bulgares à Constantinople. Pourquoi donc n'a-t-il pas interrogé des Serbes aussi?

La carte de Synvet (1877) serait composée d'après les indications fournies par le patriarcat grec. Or ceci n'est pas exact. Professeur de géographie au lycée de Constantinople, Synvet a puisé sa documentation dans les archives turques, dont on connaît la partialité favorable aux Bulgares.

La carte de la Société Slave de Bienfaisance de Pétrougrad est un peu plus exacte, quoique toujours erronée, dans sa deuxième édition. M. Rizoff nous dit que c'est sur l'intervention du Ministre de Ser-

bie à Pétrougrad que la rectification eut lieu. C'est faux. La Serbie officielle n'y est pour rien.

La carte: « La Bulgarie », d'après le prince Tcherkasky (1877), n'existe pas de fait. Elle est tracée par un professeur bulgare sur la base d'un rapport du prince Tcherkasky (agent civil de la Bulgarie pendant l'occupation). Une carte dressée d'après un rapport diplomatique. Drôle de documentation que M. Rizoff nous présente!

Et voilà. M. Rizoff a voulu convaincre par ses quarante cartes, qui ont coûté au Trésor bulgare au moins cent mille francs, que le pays de Morava, la Macédoine et la Dobroudja ont été des pays bulgares depuis les époques les plus lointaines et qu'aujourd'hui encore ces contrées portent un caractère national bulgare nettement développé. Ce sujet a été tellement discuté que nous nous contenterions de renvoyer le lecteur à une petite brochure intitulée « Pro Macédonia » (Georges Roustan, éditeur, Paris) et contenant une polémique engagée à propos de la Macédoine entre le député au Reichstag, M. Wendel, et le Ministre de Bulgarie à Berlin Rizoff. M. Wendel a porté un véritable coup au chauvinisme exemplaire du Ministre bulgare opposant, par une documentation serrée et précise, un démenti formel à toutes les allégations bulgares sur le caractère ethnique des terres convoitées par la Bulgarie.

Léon SAVADJIAN,

Directeur de l'Agence Balkanique.

Pas de secours aux Serbes

Un rapport du Comité suisse de secours

Le Comité suisse de secours aux Serbes vient de publier le rapport sur ses travaux en 1917, travaux infructueux par suite de la résistance tenace opposée par les Alliés au projet de ravitailler la Serbie. Voici les passages principaux de ce rapport:

« Ainsi que l'indiquait notre dernier rapport, la Suisse s'est trouvée dans des difficultés telles pour sa propre alimentation qu'il lui a été impossible d'autoriser l'exportation, même pour un but aussi charitable que le nôtre, d'aucune denrée alimentaire. Cette situation n'ayant fait que s'aggraver, notre Comité ne pouvait espérer reprendre son œuvre qu'en se procurant les éléments nécessaires dans des pays plus favorisés, et notamment chez les alliés même de la Serbie. Nous avons fait les démarches les plus pressantes et les plus fréquentes pour obtenir la permission de nous approvisionner de ce côté, mais nos sollicitations ont été repoussées.

« Au mois de mars, le Serbian Relief Fund de Londres avait mis à notre disposition, par les soins de son représentant à Marseille, M. Coventry, 500 balles vêtements, linge et chaussures, et au mois de mai, le Serbian Relief Committee of America, par les soins de M. Horace Stanton, à Paris, 50 tonnes de vivres dont nous n'avons pas pu obtenir la sortie de France à destination de la Serbie. Au cours des pourparlers à ce sujet, s'est produit le terrible incendie de Salonique, et ces marchandises ont été envoyées de ce côté où la détresse était extrême.

« En présence de l'impuissance de nos efforts nous avons rendu compte au Gouvernement serbe de la situation pour qu'il prit lui-même l'initiative de nouvelles démarches auprès de ses alliés; il n'a pas eu plus de succès que nous.

« Pensant que l'intervention officielle d'un gouvernement neutre et respecté comme celui de la Suisse pourrait donner toute confiance pour la sécurité des convois et la régularité des distributions de secours, nous avons exposé au Conseil Fédéral suisse la situation désespérée de la population civile en Serbie, la nécessité de faire un grand effort pour y porter remède et l'opportunité pour la Suisse, qui de tant de manières déjà était venue en aide aux victimes de la guerre, d'offrir encore son concours pour le ravitaillement de la Serbie.

« Il semble en effet que les convois de vivres étant placés sous la haute direction du Gouvernement Fédéral Suisse, cela devrait enlever toute valeur aux objections des Etats de l'Entente, pour autant qu'elles seraient basées sur la crainte que ces secours ne parviennent pas exclusivement à la population serbe et n'aient un effet contraire au but militaire que doit avoir le système du blocus; s'il s'agit de vêtements, linge, chaussures, les objections faites au ravitaillement sont encore plus incompréhensibles, car on ne voit pas en quoi les buts du blocus seraient compromis parce que la population civile de Serbie aurait quelques vêtements à se mettre sur le corps et ne marcherait plus pieds nus.

« C'est avec le plus louable empressement et la compréhension la plus généreuse de la situation que le Conseil Fédéral s'est déclaré prêt à offrir ses services pour porter à la population serbe

un soulagement semblable à celui que la collaboration des Etats-Unis, de l'Espagne et de la Hollande a procuré aux populations de la Belgique et du nord de la France.

« Les ministres de Suisse ont été chargés par le Conseil Fédéral de faire aux Etats de l'Entente des propositions dans ce sens. Les négociations sont en cours et paraissent devoir être laborieuses, car il s'agit de vaincre des préjugés et des méfiances qui résultent de l'état d'esprit des belligérants.

« Il y a urgence à prendre des décisions, et surtout à les exécuter si l'on veut sauver de nombreuses existences en Serbie, car les rapports que nous possédons sur la situation économique dans ce pays sont lamentables et cela surtout dans les villes. »

La valeur des démentis bulgares

Herrn Chef-Redakteur der Zeitung «Bund»,
Bern.

Schrguehrter Herr,

In der Nummer 110 ihres geschätzten Blattes bestreitet die königliche bulgarische Gesandtschaft in Bern die Richtigkeit unserer Mitteilungen über die Versuche die von bulgarischer Seite unternommen wurden um eine Annäherung an die Entente-Mächte zu erzielen. Gestatten Sie mir, im Interesse der Wahrheit, in diese Frage etwas mehr Licht zu bringen, denn es ist wichtig zu wissen ob Bulgarien in Wirklichkeit geneigt ist, wie es viele Entente-Politiker auch heutzutage noch glauben, sich von Zentralmächten zu trennen, und ob es in dieser Beziehung irgend welche Versuche gemacht hat. Die bulgarische Gesandtschaft irrt wenn sie annimmt der Zweck unserer Veröffentlichungen wäre zwischen Bulgarien und seinen grossen Verbündeten Intrigen zu saen. Nicht nur haben wir kein Interesse daran sondern wir sind fest überzeugt und darin stimmen wir mit der bulgarischen Gesandtschaft überein dass Bulgarien bis zum Ende an der Seite Deutschlands und Oesterreichs ausharren wird, und zwar aus Gruenden die wir hier nicht zu eroetern brauchen.

Was die Sache selbst betrifft so stelle ich zunachst fest dass die Richtigkeit unserer Information ueber die stattgefundenen Zusammenkunfte und Gespraechen nicht absolut bestritten wird. Indem die bulgarische Gesandtschaft das bekannte geheime Telegramm des russischen Geschaefstraegers in Bern zitiert, sucht sie zu beweisen dass die Anregung zu diesen Konversationen nicht von bulgarischer Seite ausgegangen, sei, und das die betreffenden bulgarischen Personalitäten alles auf eigene Hand gehandelt und sich dadurch des Landesverrathen schuldig gemacht haben. Dem gegenueber moechte ich feststellen dass alle genannten Personen die intimsten Beziehungen zu der bulgarischen Gesandtschaft pflegten und zum Teil auch heutzutage noch pflegen und dass lisses verspaeetete Abuecken der Gesandtschaft uns etwas sonderbar erscheint. Wie dem auch sei der Schwerpunkt der Frage liegt in der kategorischen Erklarung der Gesandtschaft. «Das bulgarische Volk so wohl wie auch seine Regierung und sein Koenig, haben nie daran gedacht, denken jetzt nicht und werden nie daran denken, ihre Verbueendeten zu verrathen und zwechs Abschlusses eines Separatfriedens in Verhandlungen mit dem gemeinsamen Feinde zu treten. Bulgarien wird bis zum Ende seinen grossen Verbueendeten treu bleiben.» Damit diese Erklarung ihre Wirkung nicht verfehlen moege sollte die bulgarische Gesandtschaft in Bern nicht zoegern klipp und klar zu erklaren ob auch ein bulgarischer Grossindustrieller, aus Kasanlik, dessen Name der Gesandtschaft nicht unbekannt sein duerfte da es sich um einen personlichen Freund des Koenigs Ferdinand und des Ministerpraesidenten Radoslavoff handelt, und der neulich in der Schweiz weilte, Landesverraeter sei. Dieser Herr hat im Auftrage seiner Regierung einer Entente-Grossmacht die wir nicht nennen wollen einen in allen Einzelheiten ausgearbeiten Entwurf zum Separatfriedens Bulgariens mit den Alliierten ueberreicht. Ein Dementi der bulgarischen Gesandtschaft wuerde die Pruefung dieses Angebots seitens der Entente ueberflussig machen und so waeren auch die Verbueendeten Bulgariens wirklich ueberzeugt dass Bulgarien keinen Verrat plane. Die serbischen vermeintlichen Intrigen koennten sonach daran nichts aendern.

Indem ich Ihnen fuer Ihre liebenswuerdige Gastfreundschaft meinen verbueendlichsten Dank ausspreche, verbleibe ich

mit vorzueglicher

Hochachtung

Genf, den 22 März 1918.

Dr. L. MARCOVITCH.

Herausgeber der Zeitung «La Serbie».